



États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

Rogers Communications Inc.

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2012 et 2011

Rogers Communications Inc.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Produits opérationnels	3 176 \$	3 131 \$	9 225 \$	9 191 \$
Charges opérationnelles				
Coûts opérationnels (note 4)	1 914	1 885	5 587	5 594
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition (note 7)	7	15	82	36
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	437	427	1 366	1 289
Bénéfice opérationnel	818	804	2 190	2 272
Charges financières (note 5)	(169)	(146)	(488)	(580)
Autres produits, montant net	2	–	11	7
Quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des coentreprises, après impôt	(8)	1	(2)	4
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat	643	659	1 711	1 703
Charge d'impôt sur le résultat				
Exigible	62	99	310	383
Différée	115	63	198	65
	177	162	508	448
Bénéfice net des activités poursuivies pour la période	466	497	1 203	1 255
Perte découlant des activités abandonnées, après impôt (note 6)	–	(6)	(32)	(19)
Bénéfice net	466 \$	491 \$	1 171 \$	1 236 \$
Bénéfice de base par action (note 8)				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,90 \$	0,92 \$	2,31 \$	2,29 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,90 \$	0,91 \$	2,25 \$	2,26 \$
Bénéfice dilué par action (note 8)				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,90 \$	0,88 \$	2,30 \$	2,28 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,90 \$	0,87 \$	2,24 \$	2,25 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice net pour la période	466 \$	491 \$	1 171 \$	1 236 \$
Autres éléments du résultat global				
Régimes de retraite à prestations définies				
Perte actuarielle	–	–	–	(10)
Recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	–	–	–	2
	–	–	–	(8)
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente				
Augmentation (diminution) de la juste valeur	(154)	29	(219)	108
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	20	(4)	29	(14)
	(134)	25	(190)	94
Instruments dérivés utilisés comme couverture de flux de trésorerie				
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(159)	396	(140)	216
Reclassement dans le bénéfice net découlant du règlement de swaps	–	–	–	22
Reclassement du profit (de la perte) de change sur la dette à long terme dans le bénéfice net	135	(325)	131	(194)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	16	17	45	55
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	8	(35)	(1)	(33)
	–	53	35	66
Autres éléments du résultat global pour la période	(134)	78	(155)	152
Résultat global pour la période	332 \$	569 \$	1 016 \$	1 388 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	459 \$	– \$
Débiteurs	1 429	1 574
Autres actifs courants	399	322
Partie courante des instruments dérivés	6	16
	<u>2 293</u>	<u>1 912</u>
Immobilisations corporelles	9 289	9 114
Goodwill	3 282	3 280
Immobilisations incorporelles	2 630	2 721
Investissements (note 9)	1 445	1 107
Instruments dérivés	20	64
Autres actifs à long terme	133	134
Actifs d'impôt différé	40	30
	<u>19 132 \$</u>	<u>18 362 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Avances bancaires	– \$	57 \$
Créditeurs et charges à payer	1 852	2 085
Impôt sur le résultat à payer	150	–
Partie courante des provisions	25	35
Partie courante de la dette à long terme (note 10)	344	–
Partie courante des instruments dérivés	161	37
Produits non acquis	311	335
	<u>2 843</u>	<u>2 549</u>
Provisions	34	38
Dette à long terme (note 10)	10 392	10 034
Instruments dérivés	431	503
Autres passifs à long terme	240	276
Passifs d'impôt différé	1 569	1 390
	<u>15 509</u>	<u>14 790</u>
Capitaux propres (note 11)	<u>3 623</u>	<u>3 572</u>
	<u>19 132 \$</u>	<u>18 362 \$</u>

Engagements (note 14)

Éventualités (note 15)

Événements postérieurs à la date de clôture (note 9)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités
 (en millions de dollars canadiens)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2012

	Action de catégorie A avec droit de vote		Action de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2011	72 \$	112 462	406 \$	412 395	243 \$	2 443 \$	433 \$	(25) \$	3 572 \$
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	-	1 171	-	-	1 171
Autres éléments du résultat global									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	-	(190)	-	(190)
Instruments dérivés, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	35	35
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	(190)	35	(155)
Résultat global pour la période	-	-	-	-	-	1 171	(190)	35	1 016
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(10)	(9 637)	(243)	(97)	-	-	(350)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(616)	-	-	(616)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	1	27	-	-	-	-	1
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(9)	(9 610)	(243)	(713)	-	-	(965)
Soldes au 30 septembre 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 785	- \$	2 901 \$	243 \$	10 \$	3 623 \$

Période de neuf mois close le 30 septembre 2011

	Action de catégorie A avec droit de vote		Action de catégorie B sans droit de vote		Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2010	72 \$	112 462	426 \$	443 072	1 113 \$	1 923 \$	281 \$	(55) \$	3 760 \$
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	-	1 236	-	-	1 236
Autres éléments du résultat global									
Régimes de retraite à prestations définies, après impôt	-	-	-	-	-	(8)	-	-	(8)
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	-	94	-	94
Instruments dérivés, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	66	66
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(8)	94	66	152
Résultat global pour la période	-	-	-	-	-	1 228	94	66	1 388
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(20)	(20 905)	(609)	(96)	-	-	(725)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(579)	-	-	(579)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	2	64	-	-	-	-	2
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(11)	-	-	(11)
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(18)	(20 841)	(609)	(686)	-	-	(1 313)
Soldes au 30 septembre 2011	72 \$	112 462	408 \$	422 231	504 \$	2 465 \$	375 \$	11 \$	3 835 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités
(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	466 \$	491 \$	1 171 \$	1 236 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	437	427	1 366	1 289
Amortissement des droits de diffusion	11	18	60	60
Charges financières	169	146	488	580
Charge d'impôt sur le résultat exigible	62	96	300	375
Impôt différé	115	63	198	65
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges	(11)	(6)	(29)	(38)
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	–	–	–	11
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions	26	(19)	20	30
Amortissement de la diminution de la dette à long terme découlant de l'évaluation à la juste valeur	–	–	1	1
Quote-part de la perte (du bénéfice) des entreprises associées et des coentreprises, après impôt	8	(1)	2	(4)
Autres	1	(10)	(6)	(1)
	1 284	1 205	3 571	3 604
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	113	178	(140)	(268)
	1 397	1 383	3 431	3 336
Intérêts payés	(223)	(244)	(555)	(553)
Impôt sur le résultat payé	(28)	(11)	(123)	(17)
	1 146	1 128	2 753	2 766
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles	(528)	(559)	(1 435)	(1 474)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	53	38	(49)	(121)
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	–	–	–	(532)
Investissements (note 9)	(540)	–	(540)	–
Entrées de droits de diffusion	(46)	(40)	(67)	(50)
Autres	(19)	(9)	(33)	(28)
	(1 080)	(570)	(2 124)	(2 205)

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités
(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Activités de financement				
Émission de titres d'emprunt à long terme	–	240	2 090	3 650
Remboursements sur la dette à long terme	–	(120)	(1 240)	(2 482)
Prime liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	(76)
Paielement versé au règlement de swaps de devises et de contrats à terme	–	–	–	(1 208)
Produit tiré du règlement de swaps de devises et de contrats à terme	–	–	–	878
Coûts de transaction engagés	(5)	–	(14)	(10)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	–	(440)	(350)	(725)
Produit de l'exercice d'options sur actions	–	1	–	1
Dividendes payés	(205)	(194)	(599)	(568)
	(210)	(513)	(113)	(540)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (avances bancaires)				
	(144)	45	516	21
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période				
	603	(69)	(57)	(45)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de la période				
	459 \$	(24) \$	459 \$	(24) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel				
(Augmentation) diminution des débiteurs	(84) \$	53 \$	116 \$	31 \$
(Augmentation) diminution des autres actifs	131	45	(80)	(90)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	99	86	(150)	(199)
Augmentation (diminution) des produits non acquis	(33)	(6)	(26)	(10)
	113 \$	178 \$	(140) \$	(268) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (avances bancaires) s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires.

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités
(Montants des tableaux en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Nature de l'entreprise

Rogers Communications Inc. (« RCI ») est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias, constituée en personne morale au Canada, dont la quasi-totalité des activités et des ventes sont effectuées au Canada. Par l'intermédiaire du secteur Sans-fil (« Sans-fil »), RCI offre des services sans fil de transmission de la voix et de données. Par le truchement d'Activités de Cable, RCI offre, principalement à ses clients résidentiels, des produits et services de télévision, d'Internet haute vitesse et de téléphonie. Grâce au secteur Solution d'Affaires Rogers (« SAR »), RCI fournit des services de téléphonie locaux et interurbains, des services améliorés de transmission de la voix et de réseaux de données ainsi que des solutions d'accès Internet aux moyennes et grandes entreprises du Canada ainsi qu'aux administrations gouvernementales canadiennes. Par l'intermédiaire de son secteur Media (« Media »), RCI exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion, de téléachat et d'édition de magazines et de revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et dans les médias numériques. Aux fins des présentes, RCI et ses filiales sont appelées collectivement la « Société ».

Le siège social de la Société est situé au 333, Bloor Street East, 10^e étage, Toronto (Ontario) M4W 1G9.

Les actions de catégorie A avec droit de vote et les actions de catégorie B sans droit de vote de RCI sont négociées au Canada, à la Bourse de Toronto (« TSX ») et ses actions de catégorie B sans droit de vote sont également négociées à la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de RCI du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 ont été approuvés par le comité d'audit le 23 octobre 2012.

2. Principales méthodes comptables

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), conformément aux méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

b) Règles de présentation

Les états financiers consolidés non audités englobent les comptes de Rogers Communications Inc. et de ses filiales. En règle générale, les notes incluses dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis la fin du dernier exercice de la Société et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent, aux termes des IFRS, être présentées dans les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société, y compris les notes y afférentes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (les « états financiers de 2011 »). Les résultats opérationnels de la Société sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence importante sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles employées pour les états financiers de 2011. Par ailleurs, la Société a adopté la prise de position en comptabilité qui suit.

IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*

En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (l'« IFRS 7 »). Cette modification accroît la quantité d'informations à fournir afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature du lien conservé par l'entité avec des actifs financiers décomptabilisés ainsi que les risques qui y sont associés. Cette modification s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société depuis le 1^{er} janvier 2012. La Société a évalué l'incidence de cette modification et a déterminé qu'il n'y a eu aucune répercussion sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

c) Changement à la durée d'utilité de certaines immobilisations corporelles

Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a révisé les taux d'amortissement visant certaines composantes du matériel de réseau, du matériel informatique, des logiciels et du matériel des abonnés. Cette révision a donné lieu à une modification des estimations des durées d'utilité de certains actifs. Par conséquent, les câbles de distribution et les chutes d'abonnés sont amortis selon le mode linéaire à des taux allant de 3,33 % à 20 %, le matériel de réseau est également amorti selon le même mode à des taux variant entre 3,33 % et 33,33 % alors que le matériel informatique et les logiciels sont amortis selon le mode linéaire à taux se situant entre 10 % et 20 %. L'incidence de ces changements a été comptabilisée de manière prospective et s'est traduite par un recul de 45 millions de dollars de la charge d'amortissement pour le trimestre clos le 30 septembre 2012.

3. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels

La direction examine les activités de la Société par secteur d'activité. Ces secteurs d'activité correspondent aux principaux secteurs opérationnels et sont décrits comme suit :

- a) Sans-fil – Ce secteur offre des services de transmission sans fil de la voix et des données destinés à la distribution de détail ainsi qu'aux entreprises.
- b) Activités de Cable – Ce secteur offre des services de câblodistribution, d'Internet haute vitesse et de Téléphonie résidentielle de Rogers par câble.
- c) SAR – Ce secteur offre des services de téléphonie locaux et interurbains, des services de transmission améliorée de la voix et des données et des solutions d'accès IP aux entreprises et aux administrations gouvernementales canadiennes; il offre aussi certains de ses services de gros à d'autres entreprises de télécommunications.
- d) Media – Ce secteur exploite les activités de radiodiffusion et de télédiffusion de la Société, les activités d'édition de publications d'intérêt général et spécialisées, le service de téléachat et le groupe Rogers Sports Entertainment de la Société.

Les méthodes comptables applicables aux secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 2 traitant des principales méthodes comptables, afférente aux états financiers de 2011. La Société présente les résultats opérationnels sectoriels en fonction du résultat des activités poursuivies avant les frais d'intégration et de restructuration et les coûts d'acquisition, la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, le règlement des obligations au titre des régimes de retraite, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres produits (charges), la quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des coentreprises et l'impôt sur le résultat, conformément aux rapports de gestion internes. Les résultats opérationnels sectoriels ainsi mesurés diffèrent du bénéfice opérationnel dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat non audités. Toutes les activités des secteurs à présenter de la Société sont menées essentiellement au Canada.

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Société a mené à terme la cessation des activités de Video. Par suite de cette décision, les résultats consolidés ne comprennent désormais plus les résultats du sous-secteur Video, et celui-ci n'est plus un secteur à présenter. Les résultats des périodes à l'étude et antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce changement (il y a lieu de se reporter à la note 6).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

L'information par secteur à présenter se détaille comme suit :

Trimestre clos le 30 septembre 2012	Sans-fil	Activités de Cable	SAR	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 889 \$	838 \$	86 \$	392 \$	(29)\$	3 176 \$
Coûts opérationnels*	1 046	435	64	342	1	1 888
	843	403	22	50	(30)	1 288
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						7
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*						26
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						437
Bénéfice opérationnel						818
Charges financières						(169)
Autres produits, montant net						2
Quote-part du bénéfice (de la perte) dans les entreprises associées et les coentreprises, après impôt						(8)
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat						643 \$

Trimestre clos le 30 septembre 2011	Sans-fil	Activités de Cable	SAR	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 832 \$	826 \$	96 \$	407 \$	(30)\$	3 131 \$
Coûts opérationnels*	1 017	459	77	352	(1)	1 904
	815	367	19	55	(29)	1 227
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						15
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*						(19)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						427
Bénéfice opérationnel						804
Charges financières						(146)
Autres produits, montant net						-
Quote-part du bénéfice (de la perte) dans les entreprises associées et les coentreprises, après impôt						1
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat						659 \$

*Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés intermédiaires de résultat non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités

Période de neuf mois close le 30 septembre 2012	Sans-fil	Activités de Cable	SAR	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	5 360 \$	2 506 \$	263 \$	1 186 \$	(90)\$	9 225 \$
Coûts opérationnels*	2 984	1 322	201	1 071	(11)	5 567
	2 376	1 184	62	115	(79)	3 658
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						82
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*						20
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						1 366
Bénéfice opérationnel						2 190
Charges financières						(488)
Autres produits, montant net						11
Quote-part du bénéfice (de la perte) dans les entreprises associées et les coentreprises, après impôt						(2)
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat						1 711 \$

Période de neuf mois close le 30 septembre 2011	Sans-fil	Activités de Cable	SAR	Media	Éléments du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	5 312 \$	2 471 \$	312 \$	1 183 \$	(87)\$	9 191 \$
Coûts opérationnels*	2 946	1 325	246	1 047	(11)	5 553
	2 366	1 146	66	136	(76)	3 638
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition						36
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions*						30
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite*						11
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						1 289
Bénéfice opérationnel						2 272
Charges financières						(580)
Autres produits, montant net						7
Quote-part du bénéfice (de la perte) dans les entreprises associées et les coentreprises, après impôt						4
Bénéfice des activités poursuivies avant impôt sur le résultat						1 703 \$

*Inclus dans les coûts opérationnels des comptes consolidés intermédiaires de résultat non audités.

La Société applique les mêmes méthodes comptables pour les opérations entre secteurs à présenter et celles faites avec des tiers.

4. Coûts opérationnels

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Coût des ventes de matériel et subventions directes				
pour les chaînes	384 \$	326 \$	1 041 \$	979 \$
Marchandise destinée à la revente	39	40	122	120
Autres achats externes	1 015	1 088	3 079	3 169
Salaires et avantages du personnel	476	431	1 345	1 315
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	–	–	–	11
	1 914 \$	1 885 \$	5 587 \$	5 594 \$

5. Charges financières

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Intérêts sur la dette à long terme	176 \$	167 \$	514 \$	499 \$
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	99
Perte (profit) de change	(14)	29	(13)	18
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	10	(43)	5	(23)
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(9)	(24)	(19)
Amortissement des coûts de transaction différés	2	2	6	6
	169 \$	146 \$	488 \$	580 \$

6. Activités abandonnées

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Société a mis fin aux activités du sous-secteur Video. Le deuxième trimestre de 2012 était la dernière période pour laquelle des activités ont été comptabilisées pour ce sous-secteur qui n'existe plus. Ainsi, les résultats opérationnels du sous-secteur Video ont été présentés en tant qu'activités abandonnées. Depuis juin 2012, les magasins Rogers n'offrent plus de services de location ou de vente de jeux vidéo et de films. Certains de ces magasins continuent de répondre aux besoins de la clientèle en matière de services sans fil et de câble. La perte découlant des activités abandonnées se détaille comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les	
	2012	2011	2012	2011
Produits opérationnels	– \$	18 \$	18 \$	60 \$
Coûts opérationnels	–	25	30	76
	–	(7)	(12)	(16)
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	–	2	30	11
Perte, avant impôt sur le résultat	–	(9)	(42)	(27)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	–	(3)	(10)	(8)
Perte découlant des activités abandonnées	– \$	(6) \$	(32) \$	(19) \$

Le sous-secteur Video ne comptait aucun actif ou passif important au 31 décembre 2011 ni au 30 septembre 2012. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'ancien sous-secteur Video pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 se sont chiffrés respectivement à néant et à 2 millions de dollars (6 millions de dollars et 6 millions de dollars en 2011). Pour les trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2012 et 2011, il n'y a eu aucuns flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ou de financement pour le sous-secteur Video.

7. Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition

Pendant le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, la Société a engagé des frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition respectifs de 7 millions de dollars et de 82 millions de dollars relativement aux indemnités de départ découlant de la restructuration ciblée de son effectif.

L'augmentation des passifs liés aux activités d'intégration, de restructuration et d'acquisition et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours de 2012 sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011	Entrées	Paiements	Au 30 septembre 2012
Indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de l'effectif de la Société	46 \$	80 \$	(68) \$	58 \$
Coûts de transaction liés à l'acquisition et intégration d'entreprises acquises	2	2	-	4
	48 \$	82 \$	(68) \$	62 \$

Le paiement du passif résiduel de 62 millions de dollars au 30 septembre 2012, qui est compris dans les créditeurs et les charges à payer, est prévu au cours des exercices 2012 et 2013.

8. Bénéfice par action

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action pour les trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2012 et 2011.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Numérateur				
Bénéfice net des activités poursuivies pour la période	466 \$	497 \$	1 203 \$	1 255 \$
Perte découlant des activités abandonnées	–	(6)	(32)	(19)
Bénéfice net pour la période	466 \$	491 \$	1 171 \$	1 236 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	515	542	520	547
Incidence des titres ayant un effet dilutif				
Options sur actions des membres du personnel	3	4	3	4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	518	546	523	551
Bénéfice de base par action				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,90 \$	0,92 \$	2,31 \$	2,29 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,90 \$	0,91 \$	2,25 \$	2,26 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice par action des activités poursuivies	0,90 \$	0,88 \$	2,30 \$	2,28 \$
Perte par action découlant des activités abandonnées	–	(0,01)	(0,06)	(0,03)
Bénéfice par action	0,90 \$	0,87 \$	2,24 \$	2,25 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions non réglés aux termes de la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions était plus dilutive que la comptabilisation aux termes de la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour les périodes avait été diminué respectivement de 15 millions de dollars et de néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles étaient réglées en capitaux propres. Cela n'a eu aucune incidence sur le bénéfice du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012.

Le total d'options anti-dilutives qui étaient hors du cours et, par conséquent, exclues du calcul pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 se chiffrait respectivement à 17 240 et à 1 370 974 (1 521 244 et 1 600 529 en 2011).

9. Investissements

a) Maple Leaf Sports & Entertainment

Le 22 août 2012, la Société, avec BCE Inc., a mené à terme l'acquisition conjointe d'une participation nette de 75 % dans le groupe Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. (« MLSE ») détenu par le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Détenant et exploitant le Air Canada Centre et les équipes sportives de Toronto les Maple Leafs de la LNH, les Raptors de la NBA, le Toronto FC de la MLS et les Marlies de l'AHL ainsi que d'autres actifs, MLSE est l'une des principales entreprises canadiennes dans le secteur des sports et du divertissement. L'investissement en trésorerie net de la Société, à la suite d'une restructuration du capital par emprunt de MLSE, s'est élevé à 533 millions de dollars, ce qui représente une participation de 37,5 % dans MLSE. En outre, des coûts supplémentaires de 7 millions de dollars ont été engagés relativement à cet investissement. L'investissement dans MLSE est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2012, une perte de 8 millions de dollars a été comptabilisée dans la quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des coentreprises.

b) Score Media Inc.

Le 25 août 2012, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Score Media Inc. pour un montant de 167 millions de dollars. Dans le cadre de cette transaction, la Société a également reçu une participation de 10 % dans les actifs de média numérique de Score Media dont sera dérivée une entité distincte baptisée Score Digital. Le réseau de télévision theScore est un service de télévision spécialisée national qui diffuse des actualités sportives, des nouvelles, des faits saillants et des événements en direct partout au Canada. Cette transaction est assujettie à l'approbation réglementaire qui devrait être accordée au premier trimestre de 2013, à la suite de quoi, la Société détiendra et contrôlera la totalité du réseau de télévision theScore et de ses actifs télévisuels connexes.

Après le trimestre clos le 30 septembre 2012, le 19 octobre 2012, le prix d'achat de 167 millions de dollars a été payé et les actions de Score Media ont été transférées dans une fiducie approuvée par le CRTC, qui est responsable de la gestion indépendante de l'entreprise dans le cours normal des activités jusqu'à ce que le CRTC donne son approbation. Le contrôle ultime des activités de Score Media ne passera pas à Rogers avant que l'approbation ne soit obtenue. Par ailleurs, Rogers détiendra environ 11,8 % des actions en circulation de Score Digital, dont 10 % qui seront émises en lien avec cette transaction et environ 1,8 % des actions de Score Digital reçues par la Société à titre de paiement partiel pour les actions qu'elle détient de Score Media avant la mise en œuvre de la transaction.

10. Dette à long terme

	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Facilité de crédit bancaire			Flottant	– \$	250 \$
Billets de premier rang**	2013	350 US	6,25 %	344	356
Billets de premier rang*	2014	750 US	6,375 %	737	763
Billets de premier rang**	2014	350 US	5,50 %	344	356
Billets de premier rang*	2015	550 US	7,50 %	541	559
Billets de premier rang**	2015	280 US	6,75 %	275	285
Billets de premier rang	2016	1 000	5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,00 %	500	–
Billets de premier rang	2018	1 400 US	6,80 %	1 377	1 424
Billets de premier rang	2019	500	5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,00 %	600	–
Déventures de premier rang**	2032	200 US	8,75 %	197	203
Billets de premier rang	2038	350 US	7,50 %	344	356
Billets de premier rang	2039	500	6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,56 %	400	400
				10 809	10 102
Diminution liée à la juste valeur et découlant de la méthode de l'acquisition				(2)	(4)
Coûts de transaction différés				(71)	(64)
Moins la partie courante				344	–
				10 392 \$	10 034 \$

* Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un codébiteur ayant donné une garantie non assortie d'une sûreté.

** Correspond aux billets et aux déventures de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels RCP est un garant ayant donné une garantie non assortie d'une sûreté.

a) Émission de billets de premier rang

Le 4 juin 2012, la Société a émis des billets de premier rang à 3,00 % de 500 millions de dollars échéant le 6 juin 2017 et des billets de premier rang à 4,00 % de 600 millions de dollars échéant le 6 juin 2022. Les billets sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré de la Société, sous réserve d'une prime de remboursement anticipé. Le produit net du placement s'est établi à environ 1 091 millions de dollars, déduction faite de l'escompte d'émission initial et des frais d'émission de titres d'emprunt.

Des frais d'émission de titres d'emprunt de 9 millions de dollars liés à ces billets ont été engagés au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, lesquels frais sont inclus en totalité dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction différés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Facilité de crédit bancaire

En juillet 2012, la Société a mené à bien la négociation et la documentation auprès d'un consortium d'institutions financières d'une nouvelle facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars d'une durée de cinq ans échéant en juillet 2017. Cette nouvelle facilité bancaire remplace la facilité de crédit bancaire précédente de la Société d'un montant de 2,4 milliards de dollars dont l'échéance était prévue en juillet 2013. La nouvelle facilité de crédit bancaire servira à des fins générales de la Société.

La facilité de crédit bancaire est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance du 20 juillet 2017, et aucune réduction du montant disponible n'est prévue avant l'échéance. Les sommes empruntées aux termes de la facilité de crédit bancaire portent intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base, majoré de néant à 1,25 %, par année ou au taux des acceptations bancaires ou du TIOL, majoré de 1,00 % à 2,25 %. La facilité de crédit bancaire de la Société n'est pas garantie et elle a un rang égal avec les titres d'emprunt publics de premier rang de la Société et les swaps de devises. Elle oblige la Société à respecter certaines clauses restrictives d'ordre financier, notamment le maintien de certains ratios financiers.

11. Capitaux propres

a) Dividendes

En février 2012, le conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,42 \$ à 1,58 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote, augmentation qui est entrée en vigueur immédiatement et dont le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,395 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

Par ailleurs, en février 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,395 \$ par action pour chacune de ses actions de catégorie A avec droit de vote et de ses actions de catégorie B sans droit de vote en circulation, et ce dividende a été versé le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 19 mars 2012. Il s'agit du premier dividende trimestriel reflétant le nouveau dividende annualisé bonifié au montant de 1,58 \$ par action.

Le 25 avril 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,395 \$ par action, lequel a été versé le 3 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012.

Le 15 août 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,395 \$ par action, lequel a été versé le 3 octobre 2012 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2012.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2012, la TSX a accepté un avis déposé par la Société l'informant de son intention de renouveler pour une période de un an son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique ») visant ses actions de catégorie B sans droit de vote. L'avis de la TSX prévoit que la Société peut, au cours de la période de douze mois commençant le 24 février 2012 et se terminant le 23 février 2013, acheter, par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 36,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, soit environ 10 % des actions de catégorie B sans droit de vote alors émises et en circulation, ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique pour un prix de rachat total de 1,0 milliard de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. La Société déterminera le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de sa situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 9 637 230 actions de catégorie B sans droit de vote à un prix de rachat total de 350 millions de dollars, ce qui a entraîné des réductions respectives du capital déclaré, de la prime d'émission et des résultats non distribués, de 10 millions de dollars, de 243 millions de dollars et de 97 millions de dollars. Tous ces achats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX.

12. Rémunération fondée sur des actions

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions qui est incluse dans les coûts opérationnels.

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Options sur actions	15 \$	(20) \$	(3) \$	7 \$
Unités d'actions de négociation restreinte	9	3	20	17
Unités d'actions différées	2	(2)	3	6
	26 \$	(19) \$	20 \$	30 \$

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, la Société a attribué aux membres du personnel 28 200 et 1 397 751 options sur actions (néant et 1 133 600 en 2011), y compris 28 200 et 591 651 options sur actions (néant et 552 300 en 2011) et néant et 806 100 options sur actions liées à la performance (néant et 581 300 en 2011). Au 30 septembre 2012, 9 438 522 options sur actions étaient en circulation (10 689 099 au 31 décembre 2011).

Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions attribuées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'est établi respectivement à 37,33 \$ et à 37,86 \$ par action (néant et 34,36 \$ en 2011). La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'est établie respectivement à 6,76 \$ et à 7,52 \$ l'action (néant et 7,24 \$ en 2011). Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions exercées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'est établi respectivement à 27,58 \$ et à 18,64 \$ l'action (19,87 \$ et 18,04 \$ en 2011).

Par ailleurs, au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, la Société a émis 76 841 et 852 960 unités d'actions de négociation restreinte (98 758 et 836 546 en 2011) en faveur des membres de son personnel, y compris 71 129 et 685 317 unités d'actions de négociation restreinte (85 338 et 666 668 en 2011) et 5 712 et 167 643 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance (13 420 et 169 878 en 2011), respectivement. Au 30 septembre 2012, 2 315 121 unités d'actions de négociation restreinte étaient en circulation (1 988 955 au 31 décembre 2011). Les droits à ces unités d'actions de négociation restreinte deviennent acquis à la fin de la troisième année suivant la date d'attribution.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, des montants respectifs de 11 millions de dollars et de 68 millions de dollars (4 millions de dollars et 28 millions de dollars en 2011) ont été versés aux porteurs lors de l'exercice d'unités d'actions de négociation restreinte, d'unités d'actions différées et d'options sur actions, selon le mécanisme de règlement en trésorerie.

13. Transactions entre parties liées

La Société a conclu certaines transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration. Pendant le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, les montants payés par la Société à ces parties liées, directement ou indirectement, ont totalisé, respectivement, 10 millions de dollars et 30 millions de dollars (10 millions de dollars et 28 millions de dollars en 2011). Ces versements étaient destinés aux services juridiques, aux services d'impression et aux commissions versées sur les primes d'assurance.

La Société a conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci pendant les trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2012 et 2011 ont été respectivement inférieurs à 1 million de dollars.

Ces transactions sont inscrites à la contrepartie convenue par les parties liées, et elles sont examinées par le comité d'audit.

14. Engagements

En juin 2012, la Société a signé une convention d'achat de téléphones sans fil qui prévoit un engagement minimal et qui constitue une partie importante des ventes courantes et projetées de téléphones sur une période de trois ans.

15. Éventualités

En août 2004, une poursuite en vertu de la *Class Actions Act* (Saskatchewan) a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système à avoir jamais été déboursés. En septembre 2007, la Cour de Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale. Selon un tel recours, les clients concernés à l'extérieur de la Saskatchewan doivent suivre des étapes précises pour participer à la poursuite. En février 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans ses contrats de services sans fil a été acceptée et la Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En août 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* (Saskatchewan) au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. La Cour a ordonné la suspension conditionnelle de cette deuxième poursuite en décembre 2009, sous le motif d'abus de procédure.

La Société a porté en appel la décision de certification prise en 2007. Cette cause a été rejetée par la Cour d'appel de la Saskatchewan et l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême a été rejetée en juin 2012. Les demandeurs cherchent à présent à prolonger le délai d'appel de la décision d'adhésion de la Cour de la Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

En décembre 2011, une poursuite en vertu de la *Class Proceedings Act* (Colombie-Britannique) a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. La procédure comporte notamment des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* (Colombie-Britannique). Les demandeurs exigent des dommages indéterminés et la restitution. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont la Société dispose actuellement, la direction est d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée ou sur les résultats consolidés des activités de la Société. Si la responsabilité de la Société devient probable, une provision sera comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité survient. Cette provision pourrait revêtir une grande importance quant à la situation financière consolidée et aux résultats consolidés des activités de la Société.